

## **Vers une mobilisation extraordinaire en parallèle au forum économique mondial d'août 2021**

En raison de son ampleur, de sa vitesse de propagation et de ses conséquences potentielles sur la santé de la population mondiale, la pandémie actuelle de COVID-19 est une crise sanitaire sans précédent. Elle constitue également la première crise économique mondiale causée par une pandémie.

Aux dynamiques déconcertantes inhérentes à la pandémie s'ajoutent des situations de crise antérieures dans la sphère politique multilatérale, comme l'affaiblissement de l'ONU et de l'OMC au niveau mondial, ou au niveau régional la crise de gouvernance dans l'Union européenne ou la désintégration de l'Union des nations sud-américaines (UNASUR). La somme de ces faits met encore plus clairement en lumière la vulnérabilité de la mondialisation néolibérale et le manque de gouvernance mondiale.

Cette situation a révélé la réalité sociale de nos peuples, mettant en avant de vastes secteurs invisibles, les plus vulnérables, ceux qui ne sont pas pris en compte par les mécanismes de protection sociale, qui deviennent plus visibles et exigent l'attention qu'ils méritent. Selon l'Organisation internationale du travail (OIT), le nombre total d'heures de travail sera inférieur de 10,5% à celui d'avant la crise provoquée par le COVID-19, soit l'équivalent de 305 millions d'emplois formels sur une période complète.

Comme cela est caractéristique du stade actuel du capitalisme, cette crise touche aussi plus dramatiquement les femmes, ainsi que les minorités et les groupes marginalisés : personnes de couleur, jeunes, autochtones, migrants, homosexuels, personnes âgées. Les secteurs économiques hégémoniques agitent déjà la menace d'une plus grande insécurité de l'emploi et du retrait de droits sociaux.

Nous avons déjà traversé des décennies d'hégémonie mondiale de l'économisme ultra-libéral, qui prêche un discours individualiste, anti-public, antiétatique et antisyndical. La pandémie a également montré l'émergence d'un nationalisme croissant qui s'oppose à l'action de coopération mondiale nécessaire pour affronter collectivement ce virus. L'ère inaugurée par les gouvernements de Thatcher ou Reagan, et par différentes dictatures d'Amérique latine, et plus tard renforcée par le consensus de Washington, a conservé nombre de ses prémisses jusqu'à nos jours et est passée de la « révolution » néo-conservatrice au libéralisme « progressiste », générant ainsi une accélération historique de la concentration des richesses et des inégalités.

L'expansion de la spéculation financière au détriment de l'économie réelle a provoqué une crise mondiale du système économique, qui a entraîné la perte de millions d'emplois. La crise engendrée par le COVID-19 représente une nouvelle opportunité pour entreprendre un changement de cap dans ces politiques économiques qui ont prouvé leur échec.

Conscients de notre statut de représentants d'un grand nombre de travailleuses et de travailleurs, et de notre responsabilité dans un contexte d'une telle ampleur, nous avons décidé de rassembler nos efforts pour réfléchir et partager, avec nos collègues et organisations

sœurs, nos préoccupations, nos propositions et nos suggestions d'action. Ainsi, reprenant l'esprit originel du Forum social mondial, nous voulons proposer une mobilisation parallèle et alternative au prochain Forum économique mondial qui aura lieu à Singapour en mai prochain.

**Nous exigeons :**

- Des réponses d'urgence pour protéger les travailleuses et les travailleurs et garantir le travail décent
- Un développement durable et une transition juste
- Un modèle d'État fondé sur des investissements publics qui protège les individus
- La protection des migrants
- La justice fiscale
- L'annulation et la renégociation de la dette des États
- Des évolutions dans l'ordre international et une redéfinition du multiculturalisme avec un nouvel accord de gouvernance mondiale
- La mise en œuvre des engagements pris par les États qui assurent un développement durable centré sur les êtres humains
- La levée des embargos contre les peuples
- Des accords-cadres mondiaux efficaces basés sur les normes de l'OIT et sur les droits, tels que la liberté syndicale et la négociation collective, afin de mettre un terme aux violations des droits humains dans les chaînes d'approvisionnement
- La reconnaissance des emplois essentiels, souvent non-rémunérés ou mal payés, tels que les soins à la personne
- La garantie des droits pour les travailleuses et travailleurs des nouvelles formes d'emploi liées à la numérisation
- Des filets de protection universels et un revenu minimum garanti
- La garantie des droits humains et un environnement de paix

Nous réaffirmons que nous ne sommes pas disposés à déléguer nos vies, le présent et l'avenir de notre société et de la planète aux puissants de ce monde.